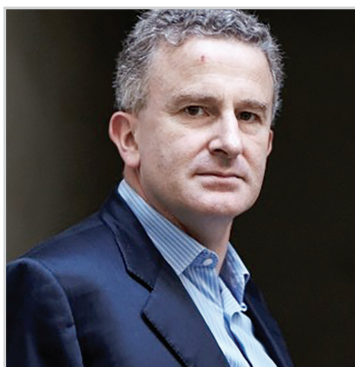




## Regards sur 2016

# Fascination pour la personnalité autoritaire ou indifférence à la liberté ? Pourquoi la démocratie est en péril ?



Par **Nicolas Tenzer**<sup>1</sup>

*Denis Diderot 1986*

Directeur de la revue *Le Banquet*

Conférencier international sur les questions géostratégiques et l'analyse des risques politiques

***Nous, libéraux, devons en Europe, en France peut-être, nous préparer à de nombreuses années de dissidence, au nom de la liberté, mais aussi en celui de l'humanité.***

La vraie-fausse victoire de Donald Trump aux États-Unis, la reprise en main de la Turquie par un président Erdoğan de plus en plus autoritaire et imprévisible, la fascination exercée par un Vladimir Poutine, à la tête d'un État criminel, dans de nombreuses couches de la société, y compris en France, laissent penser que nous assisterions au retour en grâce de l'autoritarisme.

Il n'est pas inexact qu'une partie de la population admire les hommes forts, qui refusent la recherche du consensus, et fustigent ceux qui sont présumés coupables de faiblesse que ce soit dans les réformes ou dans les négociations internationales. Il n'est cependant pas avéré que cette tendance en tant que telle soit majoritaire dans les démocraties. Celle-ci doit nous inquiéter en raison d'une vague plus large qu'elle exprime : l'indifférence croissante aux valeurs politiquement et socialement libérales, la résurgence d'un conservatisme qui n'a plus la liberté pour horizon et l'invasion à une échelle sans précédent du mensonge dans l'espace public. Elles autorisent les hommes prétendus forts à imposer leur ordre du jour. Encore plus dramatiques sont les œillères totales dans une large partie des classes dirigeantes, des intellectuels et des médias, sur les conséquences pour la sécurité mondiale de ce mouvement qui gagne ce qu'on appelait le « monde libre ».

### Le faux autoritarisme

La fascination pour l'autoritarisme est une explication en trompe-l'œil du mouvement auquel nous assistons. Certes, les électeurs d'Orban, la large fraction de la population

turque qui approuve le durcissement du régime, une partie des électeurs de la droite dite conservatrice et des deux extrêmes en France, ceux qui ont été séduits par le discours volontaire de Trump en opposition aux institutions et aux contre-pouvoirs propres aux démocraties, mais aussi certains des soutiens de Modi en Inde, approuvent ce qu'ils perçoivent comme un retour à l'ordre et une forme de gouvernement qui ne s'embarrasse pas de la tolérance envers l'ensemble des composantes de la société, ne cherche pas le compromis et affirme une position tranchante plutôt que mesurée.

S'agit-il d'un autoritarisme ? Admettons que cela le soit : cela serait un autoritarisme sans autorité – nature même de l'autoritarisme comme l'avait remarqué Hannah Arendt. Comme ses précédents historiques, cet autoritarisme s'affirme d'autant plus aisément qu'il n'est plus d'autorité naturelle ni chez les personnalités intellectuelles ou politiques, encore moins du côté des institutions civiles et sociales. Les idées deviennent incapables d'exprimer quelque chose comme une pensée « faisant autorité ». Un Trump peut faire irruption sur la scène politique avec ses mensonges, ses grossièretés et ses pitreries, il reste trop histrion pour être autoritaire – ou alors dans un style plutôt mussolinien. Ni Orban, ni Erdoğan, ni même Poutine ne sont exactement charismatiques comme pouvaient l'être Hitler et Staline. Ils maintiennent, à des titres divers, leur régime en place par la police ou un extrême contrôle des médias, et un jeu sur la peur de l'autre.

Compte tenu du fort taux d'abstention



et des pressions sur les candidats d'opposition, le succès, certes réel, de Poutine aux dernières élections, reste relatif – et ce n'est pas un hasard si le dernier institut de sondage libre, Levada, a été interdit. Les personnalités extrémistes en Europe, comme Trump aux États-Unis, ne reçoivent les faveurs des électeurs que parce qu'elles entendent « casser le système » et c'est ce que veulent un nombre croissant indisposé par l'arrogance d'« élites » indistinctes. Ainsi, un tiers des électeurs de Trump pouvaient affirmer qu'ils le considéraient comme incapable de présider, et voter quand même pour lui.

La faveur apparente de personnalités autoritaires exprime moins une fascination qu'autre chose d'infiniment plus profond et inquiétant. Dans ce monde sans autorité réelle – celle que le sens commun pourrait attribuer à la vérité, à la justice et l'importance des notions de bien et de mal, la complaisance envers l'autoritarisme exprime surtout une indifférence envers la liberté, le vrai et les valeurs de l'esprit. Ce qu'on appelle à tort ou à raison « populisme » celui-ci est d'abord marqué par l'irrationalité et le relativisme érigés en principes – correspond au projet de destruction de la liberté propre tous les autoritarismes. Il est, à une échelle sans précédent, caractéristique de la propagande de la Russie actuelle.

Dans nos démocraties, l'autoritarisme rampant n'a pas besoin de s'afficher : il se propage à travers la désinformation répétée à l'envi par une partie de la classe politique, à travers l'abrutissement télévisuel et sur internet, en somme cette futilité du divertissement que dénonçaient Pascal, puis des siècles plus tard l'École de Francfort, Arendt et Lasch<sup>2</sup>. Le retrait des humanités de l'école de la République et son affaiblissement dans la formation des dirigeants contribuent à forger du « cerveau disponible » pour le mensonge et la propagande. Il favorise l'amour du chef, mais, paradoxalement, dans son inconstance même, peut conduire à lui retirer assez vite ses faveurs. L'envie d'ordre, parce que de repères, est moins une demande *a priori* de chef que le signe d'une envie de figer les choses. Elle est plus une demande d'une société fermée que l'exigence d'un pouvoir fort.

### La société désagrégée ou le conservatisme libéral impossible

Au-delà des craintes exprimées par une large fraction du corps social devant les fractures économiques, qui ne forment pas un avenir à la fois clair et rassurant, le penchant vers l'autoritarisme provient de l'idée qu'on pourrait à un moment, en la figeant, stopper le cours de la désagrégation sociale et elle est le résultat de celle-ci. Le recours à un programme « réactionnaire » traduit la volonté d'arrêter le cours des mouvements d'émancipation de la société qui semblent en miner les fondements traditionnels, mais il est en même temps porteur de l'expression de particularismes identitaires qui constituent aussi un obstacle majeur à la communauté des valeurs. Ce qu'exprime ce nouvel autoritarisme n'est autre que la volonté d'une fraction de la société d'imposer ses références et ses croyances à l'autre. Il n'est ni recherche de compromis ni volonté de modération. Il éloigne de la considération de l'universel. Cette désagrégation de la société, en termes de perceptions, de culture, de valeurs et d'éducation, rend le conservatisme impossible dans ce qu'il pouvait avoir de libéral. Il tente de recoller les morceaux d'une société dispersée au moyen d'interdits et de l'imposition de normes, comme du scotch sur une théière en porcelaine, vouée à éclater dès l'arrivée de l'eau bouillante. Il fait mine de ne pas comprendre que ce qui forge l'espace démocratique est, au contraire, la discussion libre et infinie, la distance, l'ironie – et la connaissance. Ce conservatisme-là s'éloigne du conservatisme libéral à la Burke condamnant *l'hubris* de la Révolution française et sa démesure, non sa prétention à s'affranchir d'un pouvoir despotique. Il ressemble à un mélange de conservatisme réactionnaire et religieux à la Maistre ou à la Bonald, qui aurait assimilé le populisme des révolutions. Il mélange parfois l'aspiration à un ordre ancien, notamment lorsqu'il s'exprime au nom de la religion, et la radicalité de l'« ère des masses », c'est-à-dire l'irruption des peuples sur la scène politique, pour le meilleur et pour le pire.

### Liberté et dissidence

Si l'autoritarisme est ainsi d'autant plus à craindre que l'autorité qui garantissait la stabilité de l'ordre politique démocratique

– celle de la loi, de la vérité et des règles morales fondamentales – s'est évanouie, la liberté devient la chose du monde la plus menacée. Elle l'est concrètement dans les régimes autoritaires – Chine, Russie, Asie centrale, Turquie, plusieurs pays du Golfe et arabes, etc. et de plus en plus dans les pays démocratiques. La violence des attaques politiques, le recours à l'intimidation, la pratique systématique du mensonge et de la calomnie, parfois la mise au pas de l'université, des médias, de la justice et de la haute administration, constituent une réalité dans de nombreux pays européens et un danger dans tous les autres.

Beaucoup n'ont toujours pas compris que lorsqu'un pays commence à menacer les droits de l'homme et fait tuer ses dissidents, il commence souvent ensuite à être agressif à l'extérieur et à saper les règles et les organisations qui sous-tendaient l'ordre international. Pour endormir les puissances qui pourraient s'opposer à lui, il développe une politique d'influence qui devra insensibiliser les opinions. Les atteintes accrues à la société ouverte ne sont certes pas le résultat essentiel de cette propagande, mais elles servent l'objectif de régimes qui soutiennent les mouvements antilibéraux. ■

1 - Auteur de trois rapports officiels au gouvernement, dont un sur la réforme de la fonction publique et deux sur la stratégie internationale, et de 21 ouvrages, notamment de *France : la réforme impossible ?*, Flammarion, 2004, *Quand la France disparaît du monde*, Paris, Grasset, 2008, *Le Monde à l'horizon 2030. La Règle et le désordre*, Perrin, 2011 et *La France a besoin des autres*, Plon, 2012. Twitter @NTenzer

2 - Christopher Lasch (1932-1994), sociologue américain, auteur de *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie* (Climats, 1999) et de *La Culture du narcissisme. La vie américaine à un âge de déclin des espérances* (Climats, 2000) (NDLR).